

Le modèle social européen version Tony Blair

1^{er} septembre 2005

Actuel président de l'Union, Tony Blair a prévu pour l'automne 2005 (fin octobre ?) un Conseil européen extraordinaire sur la question du « modèle social européen ». Ce Conseil devrait être préparé sur la base d'un rapport de la Commission.

Depuis qu'elle a adhéré à la Communauté européenne, en 1972, la Grande-Bretagne n'a cessé de pratiquer un lobbying puissant en faveur de la libéralisation du projet européen, notamment lors des négociations du marché unique en 1986. A cet égard, Tony Blair s'est révélé, depuis son accession au pouvoir en 1997, beaucoup plus efficace que les conservateurs, en réalisant des alliances avec Aznar et Berlusconi, tout autant qu'avec Schröder et Jospin, et plus récemment avec les dirigeants des dix « nouveaux membres » de l'Europe centrale et de l'Est, dont beaucoup sont séduits par les composantes néo-libérales et atlantistes du blairisme.

L'entreprise de séduction fonctionne aussi en France, à droite comme dans une partie de la gauche. La plupart des responsables politiques de gauche qui ont appelé à voter « oui » au référendum du 29 mai sont des admirateurs de Tony Blair, de Jacques Delors et Martine Aubry, qui ont rédigé des préfaces enthousiastes de ses écrits politiques, à Dominique Strauss-Kahn et Daniel Cohn-Bendit¹.

Un libéralisme prononcé mais ponctuellement tempéré

La vision de l'économie et de la société portée par Tony Blair et par les « néo-travailleurs », notamment ses plus proches lieutenants Peter Mandelson, actuel Commissaire européen au commerce, et Jack Straw, Ministre des affaires étrangères de l'intervention en Irak après avoir été Ministre de l'intérieur chargé d'une politique répressive que ne désavouerait pas Nicolas Sarkozy, est pourtant d'un libéralisme prononcé, même si ce libéralisme est ponctuellement tempéré par des interventions publiques pragmatiques et plutôt efficaces. « Nous sommes maintenant tous des thatchériens », déclare fièrement Peter Mandelson. Ce n'est pas vrai dans tous les domaines, mais c'est parfaitement exact pour tout ce qui concerne la défense d'une mondialisation fondée sur la libéralisation totale des échanges et le démantèlement des protections nationales, l'appui constant à la directive Bolkestein et à l'AGCS dans sa version états-unienne, l'obsession de la « flexibilité du travail » et la « réforme » de la protection sociale au sens du MEDEF. Sans parler de l'union sacrée avec Georges Bush, non seulement dans le domaine des interventions militaires impérialistes, mais aussi dans les institutions internationales de la mondialisation néo-libérale (OMC, FMI et Banque Mondiale) : alors qu'en France, à droite comme à gauche, on s'inquiétait de la nomination d'un ultraconservateur américain, Paul Wolfowitz, à la tête de la Banque Mondiale, Tony Blair se déclarait « très à l'aise » avec cette nomination.

¹ Pour d'autres précisions, voir le livre de Keith Dixon, « Un abécédaire du blairisme », Éditions du croquant, 2005.

Et pourtant, le néo-travaillisme de Blair et de ses amis est présenté en France, par une fraction de la gauche et par de nombreux responsables de la droite, comme un compromis satisfaisant entre la réussite économique et les avancées sociales : un « modèle » enviable. Nul doute que ce « modèle » sera au centre du prochain Conseil européen extraordinaire de l'automne. "Et si Blair avait raison ?", titre de l'éditorial de *Liaisons Sociales* de juin 2005. « Tony Blair pose les vraies questions », estime pour sa part Claude Allègre dans le Monde du 26 août 2005.

Et s'il en était de ce modèle comme de la Constitution que nous avons rejetée : une alouette d'avancées sociales et un cheval de libéralisme facteur d'exclusion ? Jugeons sur pièces.

Les avancées

Les avancées existent. Blair ce n'est pas Thatcher. En relation avec une croissance forte, le nombre *officiel* de chômeurs est passé de 2 millions en 1997 à 1,4 million en 2005, soit un taux de chômage de 4,6 %. Le salaire minimum horaire, instauré par T. Blair en 1999, a nettement progressé depuis. Il atteint 4,85 livres, soit 7 euros en termes de pouvoir d'achat (10 % de moins qu'en France). Le salaire moyen a lui aussi progressé, alors qu'il a stagné en France, et la part des salaires dans la valeur ajoutée est supérieure en Grande-Bretagne. Enfin, les services publics de transport, de santé et d'éducation, en déshérence à la fin des années 1990, ont fait l'objet d'injections massives de crédits et de créations d'emplois en grand nombre. De fait, la baisse de 600.000 du nombre de chômeurs correspond à peu près au nombre de créations d'emplois dans le secteur public au cours des dernières années, ce que ne mentionnent pas les zéloteurs de droite du blairisme en France. Le secteur privé a pour sa part créé très peu d'emplois depuis cinq ans².

Jusque là, tout semble donc concorder pour l'attribution d'un label satisfaisant de « modèle exportable », un compromis qui serait acceptable, en France, du MEDEF à la gauche, ce qui devrait nous mettre la puce à l'oreille. Le bilan précédent est en effet très incomplet.

Le chômage

D'abord, le taux de chômage officiel est fortement sous-estimé en Grande-Bretagne, plus qu'en France, par deux phénomènes de "retraits" massifs. D'une part les "invalides du travail", ou « malades de longue durée », souvent des préretraites déguisées : plus de deux millions de personnes, record d'Europe. Leur nombre a progressé d'un million en dix ans ! D'autre part les chômeurs découragés : compte tenu des conditions draconiennes d'inscription au chômage, nombre de chômeurs, et surtout de chômeuses, qui seraient comptés comme tels en France, ne le sont pas en Grande-Bretagne. 90 % des hommes souhaitant trouver un emploi sont inscrits au chômage, contre 40 % seulement des femmes. Plus de la moitié des femmes au chômage sont donc chassées des statistiques et considérées comme inactives. Selon des travaux universitaires cités par M. Maruani³, le taux de chômage britannique pourrait être le double du taux officiel. Il est vrai qu'en France le gouvernement a récemment réalisé des « progrès » dans la stratégie de radiation et de découragement des chômeurs, et de tripatouillage des statistiques du chômage, dans le sens du « modèle » britannique. Mais ce dernier a encore plusieurs longueurs d'avance en la matière...

Les services publics

² Voir Francisco Vergara, Pour créer des emplois, faut-il imiter le modèle britannique ?

³ Les mécomptes du chômage, Bayard, 2002, p. 63-67.

Les services publics vont moins mal qu'avant. Mais ils ne vont toujours pas bien. L'emploi public avait plongé et ne représentait plus, au milieu des années 1990, que 12 % de l'emploi total, moins qu'aux Etats-Unis (14 %) ! Il doit se situer aujourd'hui autour de 14 %, contre 20 % en France et en Belgique et plus de 30 % dans les pays nordiques (y compris au Danemark, cité par nos dirigeants libéraux...). L'éducation et la santé restent fortement sous encadrées et sous dotées et une privatisation rampante y est en cours. Les files d'attentes sont moins longues à l'hôpital, mais toujours très longues, et les transports restent de piètre qualité. La privatisation totale ou partielle des services publics reste une priorité d'un gouvernement qui a pourtant hérité, en 1997, de l'économie la plus privatisée d'Europe, mais qui est parvenu à améliorer le score des conservateurs en décidant notamment la privatisation du contrôle aérien en 1999, l'accélération de la construction de prisons privées (il est vrai que le taux d'incarcération a bondi...), la réduction drastique du parc de logements sociaux, le transfert systématique des services municipaux vers le privé, la privatisation partielle du métro de Londres en dépit de l'opposition des habitants et du Maire, etc.

Inégalités, pauvreté, précarité

Mais il y a pire. Les bonnes performances économiques depuis 1997 n'ont presque pas réduit les inégalités, la pauvreté et la précarité, domaines où ce pays reste le plus mauvais élève de l'Europe des 15.

Selon l'indicateur de pauvreté humaine du PNUD⁴, le « Royaume Désuni⁵ » est en 15^{ème} position dans une liste de 17 pays développés, et il n'est « battu » que par l'Irlande et par les États-Unis. Trois exemplaires du modèle anglo-saxon. En tête, là où il y a le moins de pauvres, on trouve dans l'ordre la Suède, la Norvège, les Pays-bas, la Finlande et le Danemark. La France est huitième.

Selon l'indicateur synthétique de participation des femmes à la vie économique et politique, la Grande-Bretagne est encore plus mal classée : 18^{ème}.

Inégalités : le rapport des revenus des 10 % les plus riches à celui des 10 % les plus pauvres, qui est de l'ordre de 5 à 6 dans les pays nordiques, et de 9 en France, atteint 14 en Grande-Bretagne (classée 16^{ème}), et 16 aux États-Unis.

Ces chiffres du PNUD datent de la fin des années 1990. La situation a-t-elle changé depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair en 1997 ? Fort peu. C'est le très sérieux Institute for Fiscal Studies qui l'écrit, dans un rapport récent : " Les sept années de gouvernement travailliste ont laissé les inégalités globalement inchangées". L'une des raisons de ce maintien d'un très haut niveau d'inégalités de revenu est l'insolente progression des revenus les plus élevés. Les 1 % des Britanniques les plus riches ont vu leur fortune doubler depuis l'arrivée de Tony Blair au pouvoir, et, selon le spécialiste Tony Atkinson, leur part dans la richesse nationale est la plus élevée depuis les années trente. Peter Mandelson se déclare d'ailleurs « terriblement à l'aise avec le fait que des gens accumulent une richesse obscène ». L'autre raison est la précarité salariale persistante et la proportion élevée de très bas salaires, deux conséquences de l'obsession de la « flexibilité » du travail. Selon l'association humanitaire Shelter, le nombre de familles britanniques sans logis a plus que doublé depuis l'arrivée de Tony Blair au pouvoir.

Seul point positif : le nombre d'enfants pauvres, qui avait atteint des sommets (il était passé de 1,4 à 4,4 millions entre 1979 et 1998 !), a baissé d'un million depuis 1998. Mais, d'une part, avec 3,4 millions d'enfants pauvres, la Grande-Bretagne reste toujours, avec le Portugal et l'Italie, en queue du peloton de l'Europe des 15 (on compte environ

⁴ Programme des Nations Unies pour le Développement, rapport 2004.

⁵ Titre d'un ouvrage de Richard Farnetti (1995)

un million d'enfants pauvres en France). D'autre part et surtout, les spécialistes britanniques ne pensent pas que cette baisse de la pauvreté infantile va se poursuivre, et certains prévoient même une progression à partir de 2005-2006⁶.

Précarité et conditions de travail enfin : selon l'indicateur de « travail décent » du Bureau International du Travail, la Grande-Bretagne se classe très loin (16^{ème}). Les emplois à temps partiel court, qui laissent les salariés sous le seuil de pauvreté, se sont multipliés dans les services. Et le pourcentage de gens travaillant plus de 48 heures par semaine atteint 22 % (9 % en France), plus qu'aux États-Unis.

Le « modèle social » britannique devrait constituer un repoussoir pour le mouvement social européen et pour les partis de gauche. Ces derniers devraient méditer un dernier chiffre : les effectifs du parti travailliste sont passés de 407.000 en 1997 à 210.000 aujourd'hui, niveau le plus bas depuis les années trente. En revanche, ce parti vit dans une grande aisance financière, liée à des financements privés des milieux d'affaires, dont le montant excède celui des dons au parti conservateur.

Il nous faudrait adopter un « modèle social » soutenu en priorité par Rupert Murdoch, Lord Sainsbury (patron de la grande chaîne de supermarchés), dont le volet fiscal suscite l'enthousiasme de la City, « terriblement à l'aise avec l'accumulation de richesses obscènes », et qui fait fuir les militants travaillistes ? Non merci.

Jean Gadrey

⁶ Brewer, cité par Odile Join-Lambert, L'expérience britannique de lutte contre la pauvreté des enfants, Chronique internationale de l'IRES, juillet 2005.